Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Les oraux de Ramadhan

Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

En rang d'oignons, ils attendent à la queue-leu-leu, chacun son tour avant d'être convoqué au sacro-saint du pouvoir. Ces ministres-potaches à qui l'on fait subir une épreuve orale d'évaluation doivent renouer quelque part avec les petites angoisses oubliées de l'adolescence.

Décidément, la noble servitude de l'Etat valorise de manière différente les grands commis selon qu'ils se mettent au service d'une république vertueuse ou qu'ils se commettent avec un pouvoir infatué par son omniscience.

En termes de communication, la très officielle agence de presse nous apprend que le chef de l'Etat s'est attelé ces jours-ci à «bilanter» chaque département en prenant directement langue avec les vizirs séparément. A priori, cette manière de faire vaut autant qu'une autre et parfois même elle aurait, comme on dit, plus «d'allure», car elle prête des scrupules à son auteur, et bonifie son image en le rendant plus attentionné aux problèmes réels. Il voudrait, dit-on, éplucher dans le détail tous les résultats, sous-entendu qu'il ne manquera pas de marquer son approbation ici et de sanctionner là.

Tout cela serait presque idéal et souhaité par l'opinion s'il n'y avait cette question qui revient sans cesse sur la manière qu'a le chef de l'Etat d'organiser son contrôle sur l'ensemble de l'exécutif ; et pourquoi il a tendance à se défausser sur l'équipe gouvernementale au moindre coup de grisou, alors qu'il est théoriquement l'inspirateur de son action et le comptable de ses échecs.

En effet, l'on ne peut ignorer l'énorme hiatus qu'il a contribué à instaurer entre cette curieuse interrogation «personnalisée» et le cadre naturel du travail de ses ministres. Celui-ci s'appelle communément le Conseil des ministres que les us universels de gouvernance ont consacré comme le lieu idoine où s'élabore une politique et où s'évaluent les compétences et le dynamisme de chacun.

L'Etat de Boumediene, qui n'était cependant pas exemplaire en matière de liberté de ton et de débat interne, s'est pourtant plié de bonne grâce à cette rigueur hebdomadaire qu'il parvint même à faire évoluer jusqu'à passer du rituel compassé à la prise de décision collective.

Plus près de nous, Zeroual s'efforça de respecter cette périodicité fusse-t-elle destinée uniquement à rassurer un pays qui doutait. Or, c'est avec Bouteflika que se multiplièrent les entorses à la règle jusqu'à faire d'une réunion qui se raréfiait un événement exceptionnel. Cette fâcheuse désinvolture difficilement explicable par l'unique souci du président de se décharger de l'intendance afin de se consacrer aux grandes réformes a non seulement altéré définitivement la cohésion des équipages successifs, mais l'aura privé d'une vision d'ensemble en permanence actualisée de l'action publique.

C'est ainsi que l'on peut comprendre pourquoi il donne souvent l'impression d'amender ses promesses du passé, quand il ne pousse pas le cursus de la victimologie, jusqu'à imputer ses échecs ou ses défaillances sur la «désinformation» qui l'encercle. Plus d'une fois, il s'est contredit et sur des questions différentes au point qu'il hésite dorénavant à prendre des engagements fermes sachant qu'il n'en avait tenu aucun depuis son premier mandat. Or, les avanies subies actuellement par son pouvoir et l'érosion de son crédit personnel ont toutes les deux, pour raison principale, le déficit de méthode.

Au-delà de la personnalisation abusive de son régime, il a imprimé à ses mandats la marque détestable de «légèreté» vis-à-vis de la fonction. Une absence de gravité et de sérieux dans l'accomplissement de sa charge et une sorte de morgue intellectuelle vont rendre pathétiquement pénibles les trente mois qui le séparent de 2009. Littéralement absent des délibérations pratiques du gouvernement, l'on ne peut qu'être dubitatif sur toutes ces innovations qui consistent à se mettre à jour en «piégeant» les ministres à travers des interviews. Auprès de l'opinion, l'on ne pense guère autrement, même si, de temps à autre, il fait agir sa virtuosité oratoire pour caresser dans le sens des poils les auditoires.

Gouverner un pays consiste avant tout à lui expliquer «où l'on va» et à quel rythme, et pour ce faire un exécutif n'a d'autre cadre que l'indépassable conseil. Toutes les fois que celui-ci ne se tient pas apporte la preuve que les affaires publiques sont délaissées. Plus d'une fois cela est arrivé. Même si l'on ne peut avec exactitude chiffrer le nombre de conseils des ministres qu'il présida nous ne serons cependant pas loin de la vérité en estimant sa présence une fois tous les 60 jours et cela depuis 1999 !

Quelques subtils technocrates trouveront malsain ce misérable décompte au prétexte que ce genre de messe gouvernementale est archaïque puisque désormais l'action publique peut se déployer par d'autres mécanismes que ces conclaves. Ils auraient certainement raison de jouer aux démythtificateurs s'ils pouvaient au moins expliquer comment potentialiser son efficacité sans la coordination humaine.

Quand bien même l'inclination de Bouteflika de se décharger de cette corvée sur son Premier ministre leur paraît opératoire et suffisante, ils ne peuvent par ailleurs ignorer les limites qui sont assignées à son assistant. Ignore-t-on que les conseils de gouvernement servent uniquement à enregistrer des avant-projets et qu'ils ne sont pas qualifiés en matière d'arbitrage ? C'est de la rareté de cet exercice que souffre précisément l'action de l'exécutif quand il est déserté par le chef de l'Etat et que les cafouillages se multiplient.

Quotidiennement la presse, toute la presse cette fois, relève les incohérences et rend compte des impacts négatifs sur le terrain. Le marasme social, généré par les manifestations de retraités, illustre à quel point la défection du chef de l'Etat est devenue insupportable. Seul dépositaire du pouvoir d'arbitrer, n'aurait-il pas dû accompagner sa promesse par le texte réglementaire afin de donner à son ministre du Travail les moyens d'agir tout en respectant l'orthodoxie des procédures ? De la même manière, n'a-t-il pas laissé la bride sur le cou de son ministre des Finances afin qu'il assume seul une déculottée sur une loi que lui-même à inspirée en claironnant qu'elle était une première riposte à l'économie informelle. Une loi sur la traçabilité des transactions, dont on diffère l'application, n'est rien d'autre qu'un cinglant échec. Et qu'ajouter de plus à l'aveu public de ce ministre des Travaux publics qui reconnaît clairement qu'il subit les «pressions des lobbies» intéressés par les marchés de l'autoroute Est-Ouest ?

En vérité, ces ministres qui «passent à table» en ce Ramadhan auraient plus de reproches polis à faire au président qu'il n'a lui de réponses satisfaisantes à exiger d'eux. Mais, pour avoir été malmenés, certains en public et parfois soupçonnés de lui faire des rapports inexacts, l'on imagine mal qu'ils changent de mode d'emploi juste pour satisfaire à un oral qu'ils appréhendent d'ailleurs avec philosophie, eux qui ne sont pas à une humiliation près.

Ils réciteront alors ce qu'il souhaitera entendre et donneront des bilans maquillés comme il se fait d'habitude. Il y aura même parmi eux les parangons de la flagornerie qui ajouteront à leurs virtuelles performances la référence à ses conseils éclairés. A l'exemple de cet inénarrable affabulateur qui, dit-on, est quand même ministre de la Solidarité et de l'Emploi. Après s'être distingué l'an dernier par la bouffonnerie ramadanesque de gommer à lui seule la pauvreté, il revient cette année avec la formule magique capable de créer des emplois. Près d'un million et demi seraient, selon lui, le fait de son département ! Le jour où le président l'élèvera au rang de grand chambellan chargé de l'esbroufe, ce jour-là, peut-être, il commencera par parler vrai.

Ersatz d'une gouvernance notoirement inefficiente, ces tête-à-tête d'une soirée avec chaque ministre signifient, dans la meilleure des explications, que c'est bien le président qui est en panne de religion politique même si ceux qu'il interroge feignent d'attendre de lui qu'il les éclaire. Il y a de la fausseté de toutes parts : les uns passent sous silence tout ce qui les dessert dans leur carrière et lui, en retour, ne fait que leur cacher ses propres incertitudes. Au point où en est son magistère, ce qui est vaniteusement présenté comme profitable à l'action future du gouvernement n'est en fait que du marketing d'image. Dans les faits, on lui demande de se servir de sa férule pour mettre la pression sur le sérail et mesurer les docilités.

Plus qu'une facétie de monarque oriental, c'est une farce politique destinée à donner provisoirement le change, quand tout concourt à dire que le pouvoir est en perte de vitesse. Jamais les temps n'ont été aussi durs pour ce régime, rattrapé par huit années de turpitudes.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

L'ANNEE PROCHAINE, PEUT-ETRE !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Première déclaration du tout nouveau responsable de l'Office national de lutte contre la drogue : «Ne nous… piquons pas de mots et arrêtons de jeter de la… poudre aux yeux. Pour que la lutte contre le fléau de la toxicomanie soit réellement efficace, il faudra que chaque membre de cet office se… défonce au travail et tous ensemble, nous ne devons pas hésiter à couper… l'herbe sous les pieds des gros trafiquants »

Pour sûr, c'est de la bonne !

Ça y est ! Le prix Nobel de la paix a été attribué. Le lauréat est un banquier bangladais, Muhammad Yunus. Il ne s'agit pas de n'importe quel banquier et de n'importe quelle banque. Yunus, surnommé "le banquier des pauvres", est considéré comme le pionnier du microcrédit au Bangladesh. Professeur d'économie réputé aux Etats-Unis, dans les années soixante, il regagne son pays en 1974, à un moment où le Bangladesh est frappé de plein fouet par une terrible famine. Yunus a alors l'idée de créer une petite banque, la Grameen Bank, qui aura cette particularité d'accorder des crédits aux plus pauvres, ceux qui n'y avaient pas accès dans le circuit bancaire classique, notamment les petits paysans sans terre. Muhammad Yunus est parti d'un postulat très simple : en prêtant des sommes modiques aux artisans, ces derniers se libéraient ainsi du diktat des usuriers et arrivaient à rembourser leurs prêts en travaillant. Démarrée avec un capital de… 27 dollars, la Grameen Bank compte aujourd'hui près de 7 millions de clients, majoritairement des femmes. Et elle a débloqué un total de 5,7 milliards de dollars de microcrédits. Le concept de la banque des pauvres a fait des émules un peu partout dans le monde. Plus de 40 pays ont suivi l'exemple de la Grameen Bank et de son créateur Muhammad Yunus. Un homme dont le pari, l'engagement auront été caractérisés par la volonté pugnace de montrer que la misère n'est pas une fatalité et que l'on peut parfaitement conjuguer les impératifs économiques avec les exigences éthiques. C'est cet homme exceptionnel qui vient d'être légitimement et fort justement récompensé par le Nobel de la paix. Un prix décerné tous les ans sous forme de diplôme, une médaille d'or et un chèque d'un peu plus de 1 million d'euros. Il sera remis en grande pompe le 10 décembre prochain, date-anniversaire de la mort de son fondateur, le savant suédois Alfred Nobel, inventeur de la dynamite. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

P. S. : chronique rédigée avec l'aide des dépêches d'agences